

Pourquoi les pays scandinaves (et d'autres) pourraient emboîter le pas à la Grande-Bretagne en cas de Brexit



Selon un récent sondage, une majorité de Suédois souhaiteraient une sortie de l'Union européenne en cas de Brexit. Le renforcement du rôle de l'Allemagne et de la France explique en partie ce résultat.

Avec Christophe
Bouillaud

Atlantico : Un sondage réalisé en Suède par TNS Sifo montre que si les Suédois sont majoritairement favorables à la présence de leur pays au sein de l'Union européenne (44%, contre 32% qui y sont défavorables), l'hypothèse d'une sortie de la Grande-Bretagne inverse le rapport de force : 36% des Suédois ont répondu qu'ils souhaiteraient, en cas de Brexit, que leur pays sorte également de l'Union, contre 32% seulement en faveur du maintien. Dans ces conditions, si la Grande-Bretagne opte pour un Brexit, peut-on craindre que la Suède emprunte le même chemin ? Pourquoi ?

Christophe Bouillaud : Oui, c'est une crainte - ou un espoir pour certains - qu'on peut effectivement avoir. C'est moins le Brexit en soi qui changerait les choses, que la réaction presque obligée que devraient avoir les autres Européens face à ce choix inédit d'un Etat qui quitterait l'Union. **Il faudrait que les autres pays relancent le projet européen, ou qu'ils commencent à acter son échec.** Donc, probablement, puisqu'acter l'échec n'est d'évidence pas une option, **le départ du Royaume-Uni laisserait le champ libre à une redéfinition "fédérale" de l'Union européenne par les autres grands Etats de l'Ouest européen : la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, tous membres par ailleurs de la zone euro.** Or, cette évolution vers une plus grande centralisation du pouvoir à Bruxelles, par ailleurs réclamée par l'existence même de l'euro, ne correspond pas du tout à ce que peuvent accepter une grande partie des Suédois. L'électorat suédois a refusé par référendum en 2003 l'entrée de la Suède dans la zone euro, alors que, légalement, ce pays devrait, s'il le peut économiquement, appartenir à la zone euro, puisque lors de son adhésion, la Suède n'a pas négocié d'*opt-out* sur ce point. Face à un renforcement de l'Union européenne autour de la zone euro, l'électorat suédois aura donc du mal à suivre, même si probablement les grands partis traditionnels suédois seraient prêts à suivre le mouvement. La tentation de la sortie sera donc grande, surtout si les Européens du "centre" ne proposent pas une articulation raisonnable entre eux-mêmes et les autres pays de l'Union. **Il est certain que, sans le Royaume-Uni dans le jeu européen, les autres pays qui ne veulent pas de l'euro, dont la Suède, pèsent moins dans ce jeu.**

Un Brexit créerait-il un clivage entre deux Europes constituées de pays attachés à des systèmes politiques différents ? Quelles sont les lignes de fracture entre ces deux groupes et de quels pays seraient-ils constitués ?

Le Brexit ne créerait aucun clivage. Il ne ferait qu'officialiser encore plus la réalité d'un clivage perceptible depuis des années, qui

existera aussi sans le Brexit. Il y a des pays, essentiellement dans le Nord-Ouest de l'Europe, qui sont extrêmement fiers de leur système politique, et qui considèrent que l'Europe ne fait pas mieux qu'eux en la matière. Ce sont eux qui ont inventé le thème du "déficit démocratique" de l'Europe. C'est le fameux thème de la "souveraineté de Westminster" tant mis en avant par les eurosceptiques britanniques.

Inversement, **il y a des pays, essentiellement au Sud et à l'Est du continent, où les citoyens ne sont pas très fiers, voire pas fiers du tout, de leur système politique et de leur personnel politique national, et où ils pensent en conséquence que, toutes choses égales par ailleurs, l'Europe représente un mieux.** Les Grecs, par exemple, ont longtemps été dans ce cas-là. Cela correspond aussi par exemple aux sentiments des Bulgares ou des Roumains. Les électorats des pays d'ancienne dictature, de droite ou de gauche, les électorats des pays où la corruption ou l'ineptie de la classe politique est de notoriété publique, n'ont pas la confiance en leur propre démocratie nationale de ceux de pays qui ne furent jamais des dictatures depuis deux ou trois siècles parfois. Ni les Britanniques, ni les Suédois, n'ont été occupés ni soumis à la dictature de quiconque depuis deux bons siècles. Ils ont donc quelques exigences avant d'abandonner leurs libertés démocratiques pour celles offertes, en principe, par l'Union européenne.

Quels sont les autres pays qui pourraient suivre l'exemple britannique ? Pourraient-ils choisir de former une structure distincte de l'Union européenne ?

En fait, **en cas de Brexit, tous les pays qui ne souhaitent pas rejoindre la zone euro renforcée vont poser leurs exigences.** La Suède demandera au moins l'officialisation de son *opt-out* de fait pour la zone euro. Les pays de l'ancienne Europe de l'Est, qui ne sont pas dans la zone euro, devront choisir s'ils y entrent ou non. Par ailleurs, **même si le Brexit n'a pas lieu, ce qui me paraît l'hypothèse la plus probable à ce stade au vu des sondages disponibles, le statut spécial que cela va conférer au Royaume-Uni aura des conséquences sur les autres pays.** En effet, selon l'accord signé avec David Cameron pour maintenir le Royaume-Uni dans l'Union, la prochaine modification des traités européens devra mettre en place les éléments demandés par ce dernier. Il me paraît évident qu'à cette occasion, tous les Etats se sentant gênés par quelques prérogatives européennes vont demander quelque chose : pourquoi les Britanniques auraient leurs exemptions et pas les autres ? De ce fait, **on devrait aboutir à une Union européenne divisée en un "centre" et autant de cas particuliers : la zone euro devenue une fédération, et toute une série de situations particulières d'Etats membres de l'Union européenne au sens large.**

Je ne crois pas, par contre, à la création d'une structure distincte de l'Union européenne. En effet, l'élément essentiel, fondateur, de l'Union européenne, c'est le "marché commun". Or, l'Union européenne gère déjà un "marché commun" plus large qu'elle, à travers les institutions de l'"Espace économique européen" (EEE), les accords bilatéraux avec la Suisse, ou les accords d'union douanière avec la Turquie par exemple. Cette organisation du libre-échange commercial au sein du continent européen autour de Bruxelles peut donc être modulable, tant qu'évidemment des institutions bruxelloises existent.